

Un Internet plus ouvert pour lutter contre le terrorisme.

À l'heure où l'on publie les décrets d'application d'une loi permettant la censure de sites [sans passer par le pouvoir judiciaire](#)... À l'heure où le choc émotionnel après les actes barbares est suivi de velléités politiques d'un [Patriot Act à la française](#)...

...nous avons retrouvé et traduit une déclaration qui date de 2005.

Il y a près de dix ans, 60 chef d'états et le secrétaire général des Nations unies se retrouvaient à Madrid pour un sommet s'inscrivant dans une semaine d'hommages aux victimes des attentats de 2004.

Il y a donc près de dix ans, Kofi Annan, [alors secrétaire général de l'ONU](#) y déclarait :

Je dois malheureusement dire que les spécialistes des droits de l'homme, y compris ceux du [système des Nations unies](#), considèrent tous, sans exception, que nombre de mesures qu'adoptent actuellement les États pour lutter contre le terrorisme constituent une atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales.

Il y a près de dix ans, le sous-groupe Internet de ce sommet formulait une série de recommandations pour lutter contre le terrorisme en tenant compte de ce formidable outil d'expression et d'interconnexion qu'est Internet.

C'était il y a près de dix ans : une éternité en « temps Internet »... Et ce n'a jamais été autant d'actualité.

Pouhiou.



Madrid summit on democracy – CC-BY Wendy Seltzer

L'infrastructure de la démocratie.

Renforcer l'ouverture d'Internet pour un monde plus sûr.

[*Source.*](#)

Traduction framalang : Narcisse, Tim, Monsieur Tino, audionuma et les anonymes...

Recommandations proposées par le groupe de travail sur Internet du *Sommet international sur la démocratie, le terrorisme et la sécurité.*

I. Au XXI^e siècle, Internet fait partie des piliers d'une société démocratique, parce que les valeurs au

cœur d'Internet et de la démocratie sont très proches.

1. Les fondements d'Internet sont : ouverture, participation et liberté d'expression pour tous, ce qui augmente la diversité et la portée des informations et idées diffusées.
2. Internet permet de communiquer et de collaborer entre différents pays et différentes croyances.
3. Internet rapproche des familles et des cultures dispersées à travers le monde, met les citoyens en relation et les aide à créer des sociétés civiles
4. Internet peut favoriser le développement économique en connectant ses utilisateurs à l'information et à des marchés.
5. Internet présente des idées et des points de vue différents aux personnes isolées qui pourraient être séduites par la violence politique.
6. Internet n'échappe pas à la loi et les principes législatifs qui sont appliqués dans le monde réel doivent l'être également aux activités humaines sur Internet.

II. Les systèmes décentralisés – le pouvoir du nombre – peuvent vaincre un adversaire centralisé.

1. Les réseaux terroristes sont très décentralisés et distribués. Une action centralisée ne peut donc en elle-même lutter contre le terrorisme.
2. Le terrorisme est l'affaire de tous. Internet nous relie tous. Des citoyens connectés sont la meilleure défense contre la propagande terroriste.
3. Comme nous l'avons vu à la suite des attaques du 11 mars, la réponse a été spontanée et rapide car les citoyens ont pu utiliser Internet pour s'organiser entre eux.
4. Comme nous pouvons le constater sur les blogs et les autres médias citoyens, ce sont des discussions ouvertes, entre interlocuteurs dont les avis divergent,

qui font émerger la vérité.

III. La meilleure sanction contre l'abus d'ouverture : plus d'ouverture.

1. Les environnements ouverts et transparents sont plus sûrs et plus stables que ceux qui sont fermés et opaques.
2. Même si certains services en ligne peuvent être interrompus, Internet est un système planétaire très résistant aux attaques, même les plus sophistiquées et les plus distribuées.
3. Les interconnexions humaines qui ont lieu via Internet mettent en échec les divisions que les terroristes essaient de susciter.
4. Le fait qu'Internet soit ouvert peut être exploité par les terroristes, mais tout comme dans les gouvernements démocratiques, l'ouverture réduit les risques d'actes terroristes et augmente l'efficacité des réponses au terrorisme.

IV. La régulation bien intentionnée de l'Internet dans les démocraties en place pourrait menacer le développement des démocraties émergentes.

1. Le terrorisme ne peut détruire Internet, mais une réponse législative trop zélée face au terrorisme le pourrait. Les gouvernements devraient faire preuve d'une extrême prudence avant d'imposer des modifications des fonctionnalités au cœur d'Internet.
2. Certaines initiatives gouvernementales qui pourtant semblent raisonnables violent les principes de base qui ont fait le succès d'Internet.
3. Certains prônent par exemple la fin de l'anonymat, ce qui n'arrêtera certainement aucun terroriste déterminé, mais aura un effet dissuasif sur les actions politiques ce qui aura pour conséquence de réduire la liberté et la transparence. Ainsi par un effet boule de neige

inattendu, la restriction de l'anonymat menacera la liberté d'expression, en particulier dans les pays en pleine transition démocratique.

V. En conclusion, nous prions l'ensemble des délégués réunis ici à Madrid de :

1. Soutenir la cause d'un Internet ouvert, pilier de la démocratie du XXI^e siècle et outil essentiel à la lutte contre le terrorisme
2. Considérer Internet comme un moyen de communication indispensable et investir dans sa consolidation contre les attaques et sa capacité à refonctionner rapidement en cas de dégâts.
3. Favoriser un accès plus large et plus égalitaire à Internet, en s'employant à réduire la fracture numérique.
4. Protéger la liberté d'expression et d'association, soutenir la mise à disposition pour tous de moyens communication anonymes.
5. Résister aux tentatives de gouvernance internationale d'Internet, qui pourraient avoir des conséquences indésirables et vont à l'encontre de la nature démocratique d'Internet : privilégier les initiatives qui partent de la base.

Patriot Act à la française ? – Pour nous, c'est NON !

Comme une immense majorité de personnes qui se sont rassemblées, en France et dans le monde, à plusieurs reprises, depuis le 7 janvier, nous avons été sous le choc et dans

l'incrédulité. Quels que soient nos parcours, quelles que soient nos positions, nos croyances, nos parti-pris, nous n'acceptons pas que l'on assassine 17 personnes au nom d'une conception du monde qu'il serait dangereux ou interdit de ne pas partager, de questionner, de moquer. Nous n'acceptons pas que l'on ait fait taire des voix et des plumes et que l'on ait pris pour cible ceux qui incarnaient Charlie Hebdo.

Nous ne l'acceptons pas mais il y a des morts aujourd'hui. Et les cadavres n'étaient même pas froids que déjà commençaient à se faire entendre les voix charognardes qui, au nom de la défense de la liberté et des valeurs républicaines, sont prêtes à restreindre nos libertés individuelles et collectives, comme par effet d'aubaine, comme s'ils n'attendaient que ça. ^[1]

Ils n'ont pas même attendu la fin du deuil officiel. Plus rapides que les événements en cours pour s'emparer de la tragédie et l'instrumentaliser, les politiques glapissants de l'obsession sécuritaire ont commencé à se répandre : « il nous faut renforcer notre arsenal sécuritaire », « il faudra bien entendu un Patriot Act à la française » ([le tweet historique de Valérie Pécresse](#)), ou encore François Baroin qui laisse entendre au journal de France 2 ce dimanche qu'il va falloir mesurer quel degré d'acceptation aura la population de la restriction des libertés individuelles au profit de la sécurité ([journal TV de 13h, vers la minute 48](#)) etc. On peut être sûr que dès ce lundi, la surenchère sécuritaire va battre son plein.

En tant que membres d'une association qui vise à promouvoir le logiciel et la culture **libres** en s'efforçant de développer une éducation populaire, nous redoutons bien sûr de voir bridé et censuré ce qui est à nos yeux aujourd'hui le principal instrument de notre liberté à l'échelle de la planète : Internet.

Il nous semble donc urgent de dire avec force dès maintenant à quel point prendre pour cible cet outil précieux est à la fois

inefficace et dangereux. Nous redoutons aussi l'usage immodéré qui pourrait être fait de nos données personnelles, notamment numériques, sans autorisation, sans que nous en soyons informés, sans qu'il soit possible d'exercer de contrôle. Déjà des voix s'élèvent parmi les [défenseurs de nos libertés numériques](#) (ne sont-elles pas devenues de facto des libertés fondamentales ?) mais seront-elles suffisantes pour contrebalancer le boucan médiatique qui va nous tympaniser ?

Un [article récent du Point](#), pourtant peu suspect d'opinions gauchistes, expose bien ce qu'a été le Patriot Act et comment les dérives qui lui sont inhérentes, exposées par les révélations de Snowden, conduisent aujourd'hui l'opinion états-unienne à en remettre en question la nécessité :

le gouvernement avait une interprétation très vaste du Patriot Act qui lui permettait de collecter des informations sur des millions d'Américains sans lien avec le terrorisme. Selon un rapport du ministère de la Justice, les perquisitions secrètes servent surtout à coincer les trafiquants de drogue. En 2013, sur 11 129 demandes de perquisitions, seules 51 visaient des suspects de terrorisme.

Faut-il vraiment que les services qui veillent sur notre sécurité nationale aient un accès sans restriction ni contrôle judiciaire à toutes nos données personnelles ? Sans avoir à justifier que ces informations ont un quelconque rapport avec une enquête terroriste ? Faut-il croire aveuglément ou plutôt vouloir faire croire que le Patriot Act a été efficace, alors que nous avons encore en mémoire les attentats de Boston pour ne citer que ce terrible exemple ?

Que disent les responsables sérieux des forces de sécurité ? – Rien de tel : ils constatent qu'ils n'ont pas les moyens *humains* de surveiller et cibler le nombre à la fois limité mais inquiétant de personnes dangereuses susceptibles d'actes terroristes. Vous avez bien lu : ils ne réclament pas une

surveillance généralisée ni la censure du Net (dont l'espace de communication leur est probablement au contraire un précieux moyen d'identifier les menaces) mais davantage de personnels formés et opérationnels pour mener cette lutte souterraine extrêmement compliquée et pour laquelle leur action est légitime et indispensable.

Alors qui veut vraiment que nous renoncions à nos libertés sous le prétexte d'obtenir davantage de sécurité ? Qui sont les vrais ennemis de notre liberté d'expression ?

Nous entamons aujourd'hui une série d'articles sur le sujet. Voici pour commencer une tribune libre de Christophe Masutti, à laquelle souscrit l'ensemble de l'association.

Les commentaires sont ouverts et seront modérés.

Aujourd'hui, tous au garde-à-vous – demain, chacun en garde à vue ?

Une tribune libre de Christophe Masutti

Mercredi dernier, c'était mon anniversaire, j'ai eu 40 ans. Eh bien, des jours comme ça, je m'en serais bien passé.

Hier, c'était la barbarie : c'est Cabu, Charb, Wolinski, Tignous, Honoré, et d'autres acteurs de Charlie Hebdo ^[2] qui ont été lâchement assassinés dans les locaux du journal par deux gros cons, des beaufs, des salauds. Ils s'en sont pris à des dessinateurs qui ont largement contribué à la formation de ma propre pensée critique à travers la lecture régulière du journal. Des copains, nos copains.

Ce matin, j'ai la tête en vrac. J'ai à l'esprit ces mots de Ricœur qui définissait la démocratie par le degré de maturation d'une société capable de faire face à ses propres contradictions et les intégrer dans son fonctionnement. Au centre, la liberté d'expression, outil principal de l'exercice de la démocratie. À travers nos copains assassinés, c'est cette liberté qui est en jeu aujourd'hui. Ils exerçaient cette liberté par le crayon et le papier. L'arme absolue.

La liberté est insupportable pour les pseudos-religieux sectaires – et pour tout dire, une grosse bande de crétins – qui tentent de la faire taire à grands coups de Kalachnikov et de bombes sournoises. La liberté est insupportable pour les fachos et autres réacs de tout poil qui ne manqueront pas de s'engouffrer dans le piège grossier du repli et de la haine. La liberté est insupportable pour celui qui a peur.

Le contre-pouvoir, c'est nous tous

Charlie Hebdo n'a pas vocation à incarner de grands symboles, au contraire, les dénoncer et faire tomber les tabous est leur principale activité. C'est justement parce que la mort de dessinateurs est aujourd'hui devenue un symbole universellement répété comme un mantra qu'il va falloir s'en méfier, car dans cette brèche s'engouffrent les tentatives protectionnistes et liberticides.

Car tel est le paradoxe de la peur appliqué aux outils de la liberté d'expression : ce qui menace vraiment la démocratie ne frappe pas forcément au grand jour...

Nous vivons depuis des années sous le régime des plans Vigipirate, des discours sécuritaires et du politiquement correct. Sous couvert de lutte contre le terrorisme, la surveillance généralisée de nos moyens de communication s'est taillé une belle part de nos libertés, sans oublier les entreprises qui font leur beurre en vendant aux États (et pas toujours les plus démocratiques) des « solutions » clé en main. Des lois liberticides au nom de l'antiterrorisme sont votées sans réel [examen approfondi par le Conseil Constitutionnel](#). En guise de contre-pouvoir, on nous refourgue généralement des administrations fantoches aux pouvoirs ridicules, des « Conseils » et des « Hauts Comités » des mes deux.

Mais le vrai contre-pouvoir, ce sont les copains de Charlie Hebdo et tous leurs semblables, journalistes ou caricaturistes, qui l'exercent, ou plutôt qui le formalisent pour nous, à travers leurs dessins et leurs textes. Le contre-

pouvoir, c'est nous tous tant que nous n'oublions pas de penser et d'exprimer nos contradictions. Et pour maintenir la démocratie, nous devons disposer intégralement de nos moyens de communication dont il revient à l'État de garantir la neutralité et la libre disposition.

Demain, nous risquons de nous retrouver tous en garde à vue et pas seulement à cause des terroristes. C'est là tout le paradoxe. La terreur est aussi bien instrumentalisée par les assassins que par certains membres de la classe politique, et pas seulement à droite. Tous sont prêts à brider et tenir en laisse notre liberté pour maintenir leurs intérêts électoraux ou d'autres intérêts financiers. La contrainte à laquelle ils veulent nous soumettre, c'est l'obligation du choix : il faudrait choisir entre la liberté et la dictature, entre la liberté et la peur, entre la liberté et l'esclavage, avec à chaque fois un peu de nos libertés qui s'envolent.



Soyons les jihadistes de la liberté

Non ! Assez ! Stop ! je suis pour la liberté sans concession. Une liberté obligatoire, une liberté que l'on assène sans contrepartie. Je suis un radical du papier, un ayatollah de la liberté d'expression, un taliban des communications ouvertes, un nazi des protocoles informatiques libres, un facho de la révélation *snowdenienne* ! Du moins je voudrais l'être, nous devrions tous l'être. Et sans avoir peur.

Je suis né il y a 40 ans, et cela fait presque autant de temps que se sont développés autour de moi des supports de

communication qui sont autant de moyens d'exercices de la liberté d'expression. Comme beaucoup, j'oublie souvent que rien n'est acquis éternellement, que nos libertés sont le fruit de luttes permanentes contre ceux qui voudraient nous en priver.

La boucherie de la semaine dernière nous l'a cruellement rappelé.

Crédit image

Photo d'un graf mural à Saint-Nazaire, par [bmanolea](#) (CC BY 2.0)

Notes

[1] Rappelons qu'il a été demandé aux candidats au 3e concours d'entrée à l'ENA 2014, de plancher sur une note « permettant d'évaluer les marges de manœuvre des pouvoirs publics pour restreindre les libertés publiques » (sic) [Lien direct vers le PDF](#)

[2] Sans oublier les policiers, un agent d'entretien puis d'autres victimes quelques jours après... cet article a initialement été rédigé jeudi matin, version [sur le blog de Christophe Masutti](#)